L'ABEILLE.

IMPRIMÉE ET PUBLIÉE, TOUS LES JOURS, PAR
JEROME BAYON,
IMPRIMEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.
"Il faut que l'UNION soit cimentée."

VENDREDI MATIN, 29 MARS 1833.

POUR GOUVERNEUR :

J. B. DAWSON.

INTERIEUR.

NOUVELLE-ORLEANS, 29 mars.

Beaucoup de votans du quatrième district, soutiendront à la prochaine élection d'aldermen, M. E. A. CANON.

Nous sommes autorisés à annoncer que M. Ev. Blanc n'est point candidat comme aldermen.

Candidats pour les places de Marguilliers :

B. Beauregard,	H. Kernion,
F. Tala,	J. J. Mercier,
J. Bermudez,	Thos. Barrett,
P. Gabarocha fils,	

Note. L'élection aura lieu lundi, 1er. avril, au Presbytère.

Candidats pour les places d'Aldermen:

1er. *district*—Charles Lee, Wm. Christy.
2ème. *district*—Félix Labatut.
3me. *district*—J. Culbertson.
4me. *district*—J. McReady, J. P. Fréret, F. W. Lee, Berry, J. F. Gaiennié.
5me. *district*—Joshua Baldwin.
6me. *district*—Frédéric Buisson.

(*Communiqué.*)

M. L'EDITEUR.—Vous êtes prié d'annoncer qu'un grand nombre d'électeurs soutiendront les personnes suivantes pour la place de *Marguilliers*.

Pedro M. Argote,	T. Mossy.
F. A. Delaire,	M. S. Cucullu.
B. Beauregard,	J. L. Prévost.
P. Gabarocha,	

Nous avons reçu hier une partie de malle, contenant des dates de Baltimore et de Washington, d'un jour plus récentes, mais de journaux de New-York, mais de nouvelles, pas plus que sur la main.

Dans la séance du 23, le sénat a adopté un bill envoyé par la chambre, prononçant l'abolition de toutes les loteries dans cet état après le 1er. janvier prochain. Quiconque, après ce jour, sera convaincu d'avoir établi une loterie, ou vendra des billets, &c. sera passible d'une amende de 1000 piastres et de l'emprisonnement pour un temps déterminé. C'en est donc fait de ces beaux rêves de fortune dont les habitués des loteries aiment tant à se bercer en se couchant! Messieurs, si vous voulez jouir encore de cette douce satisfaction, faites hâte; car elle ne peut plus vous être permise que pour neuf mois encore.

Pour l'information de ceux qui ont des réclamations à faire sur les sommes allouées par la France aux Etats-Unis, en vertu de la dernière convention, nous publions le document suivant puisé dans les journaux de Washington :

BUREAU DES COMMISSAIRES *nommés pour l'exécution de la convention avec la France.*

WASHINGTON, 5 mars.

La commission ayant pris connaissance et disposé de tous les mémoires qui sont devant elle, a rendu l'ordonnance suivante :

1o. Tous ceux qui ont des réclamations à présenter à cette commission et qui n'ont pas soumis leurs mémoires au secrétaire ou dont les mémoires quoique ayant été présentés n'auraient pas été admis par la commission dans sa session actuelle, par suite de quelque manque de forme dans la rédaction de ces documens, sont dans l'obligation de transmettre au dit secrétaire leurs mémoires sur les dites réclamations, d'ici au 10 juin prochain ou ce jour même, passé lequel il ne sera plus reçu aucun mémoire semblable, à moins qu'il ne soit déduit de bonnes et valables raisons pour le retard qui aurait été apporté à sa présentation d'après ce qui est prescrit ici. Et les dits mémoires devront être préparés et vérifiés conformément aux dispositions de l'ordonnance rendue par la commission le 11 septembre 1832.

2o. Les mémoires reçus par la commission, durant sa session actuelle, seront soumis à l'examen six mois après la date de la présente ordonnance, aussi bien que les documens à l'appui remis au secrétaire avant cette époque; et à l'avenir, tous les mémoires que recevra la commission seront soumis de même à l'examen six mois après la date de leur présentation. Mais si quelqu'un des réclamants désirait que son mémoire fût examiné plus tôt, on pourra procéder à cet examen dès qu'il le demandera, en s'adressant à cet effet au bureau de la commission; et si, au contraire, quelqu'un des réclamants avait des raisons plausibles pour que son mémoire ne fût pas encore soumis à l'examen à l'expiration des six mois, comme il est dit ci-dessus, sur sa demande et l'exposition de ses motifs, le bureau lui accordera un plus long délai.

3o. Les preuves que les réclamants peuvent avoir à soumettre dans les cas sur lesquels la commission a suspendu sa décision, seront remises au secrétaire, d'ici au 10 juin prochain ou ce jour. Et à l'avenir, tout réclamant qui voudrait soumettre une question à la commission, devra la lui adresser avant ou le jour même où son mémoire sera soumis à l'examen; aucune preuve, ou aucun argument ou document ne pouvant être reçus après que le dit mémoire sera été soumis à l'examen, si ce n'est d'après une permission spéciale de la commission, sans laquelle il ne pourra être retiré non plus aucun des papiers déposés au bureau.

Et, afin que les réclamants aient le temps de préparer et de déposer leurs mémoires, comme il est prescrit ci-dessus; afin qu'ils puissent se procurer les documens nécessaires, et mettre leurs demandes en état d'être soumises à l'examen—il est de plus ordonné;

Qu'en s'ajournant aujourd'hui, la commission prend la résolution de s'assembler de nouveau le 10 juin prochain, époque à laquelle elle procédera à l'examen et à l'adoption ou au rejet des mémoires qui pourront être soumis au secrétaire, antérieurement au dit jour de juin et conformément aux dispositions ci-dessus.

Par ordre de la Commission,

JOHN E. FROST, *secrétaire.*

La chambre des représentans, dans sa séance du 25, a adopté un bill pour incorporer la *banque du commerce* ou banque commerciale.

Des rapports de la Havane annoncent que le choléra s'est déclaré à Matance.

Des journaux de St. Thomas, reçus par l'éditeur du *Commercial Bulletin*, parlent d'un violent tremblement de terre qui a eu lieu dans l'île de St. Christophe, le 8 février. Ce tremblement de terre, qui a duré sept jours et sept nuits, et dont on ressentait encore quelques légères secousses ces dernières dates, a causé des ravages désastreux; on n'avait rien éprouvé de semblable depuis le terrible tremblement de terre de 1797, qui ébranla la plus grande partie de l'*Amérique méridionale*, y détruisit plusieurs milliers d'hommes, et se fit sentir violemment jusque dans cette île.

[*Pax, autorité.*]

ACTE

Relatif au Collège Jefferson.

Sect. 1ère. *Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale*, Que les président et directeurs du Collège Jefferson, sont et demeurent autorisés à emprunter, sur l'hypothèque de la propriété du collège, ou autrement, telles sommes qu'ils croiront nécessaires.

Sect. 2. *Il est de plus décrété, &c.*, Que le trésorier est et demeure autorisé à payer, de tout fonds du trésor non-autrement approprié, et sur le warrant du président de la direction du Collège Jefferson, la somme de dix-mille piastres, formant les deux paiemens de cinq mille piastres chaque, qui devaient être faits dans les années mil huit-cent-trente-trois et mil huit-cent trente-quatre, conformément à l'acte intitulé "Acte en faveur des Collèges de la Louisiane, de Jefferson et de Franklin."

Sect. 3. *Et il est de plus décrété, &c.* Que la somme de vingt-mille piastres est et demeure appropriée au profit du Collège Jefferson, laquelle sera payée comme suit; savoir: cinq mille piastres au premier jour en Janvier mil huit-cent trente-quatre, et cinq mille piastres au premier jour, tous les ans, jusqu'à ce que telle somme soit payée.

[Signé) ALCEE LA BRANCHE,
Orateur de la Chambre des Représentans.
(Signé) C. DERBIGNY,
Président du Sénat.

Approuvé le 18 mars 1833.
(Signé) A. B. ROMAN,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

ACTE

Pour autoriser le paiement d'une certaine somme à une certaine personne.

Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale, Que le trésorier de l'Etat est et demeure par présent autorisé à payer à A. Curtis, la somme de cent piastres de toute somme dans le trésor dont il n'aurait pas été autrement disposé.

Signé ALCEE LABRANCHE,
Orateur de la Chambre des Représentans.
C. DERBIGNY,
Président du Sénat.

Approuvé le 18 mars 1833. A. B. ROMAN,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

LEGISLATURE D'ETAT.

PREMIERE SESSION—11ME. LEGISLATURE.

JOURNAL DU SENAT.

MARDI, 26 mars 1833.

Le Sénat s'est réuni conformément à l'ajournement.

Membres présens, messrs. Charles Derbigny, Président, Bourgeois, Barthe, Chritien, Dupré, Lacoste, Mooro, Nicholas, Prudhomme, Sloane, Feaney, et Thomas.

Bill porté à la chambre.

Acte pour rappeler un acte intitulé "acte pour organiser la cour suprême de l'Etat de la Louisiane, et établir des cours de jurisdiction inférieure, pour rappeler l'acte explicatif du dit acte, pour retirer aux greffiers de cour le pouvoir de lancer des injonctions et pour d'autres objets.

M. Barthe au nom du comité d'enrolement a rapporté dûment enrolés les bills suivans signés par l'orateur de la chambre acte relatif au ferry entre le Bayou Lafourche et ce Attakapas.

Acte pour incorporer la Banque des artisans et commerçans de la Nlle.-Orléans.

Acte pour amender un acte autorisant la construction d'un pénitentiaire et pour d'autres objets, approuvé le 16 mars 1832.

Acte pour accorder certain pouvoirs aux jurys de police des paroisses de la Pointe-Coupée et Jefferson.

Acte pour amender l'acte intitulé "acte pour pourvoir aux moyens d'entretenir en bon état les ouvrages établis à l'entrée de Bayou Plaquemine et pour assurer plus efficacement la libre navigation de ce bayou et pour approprier une certaine somme à l'effet d'améliorer la navigation d'icelui. Ces bills ont été signés par le président, et portés à la chambre M. Barthe aussi a rapporté dûment enrolés les bills suivans qui ont pris naissance au sénat et qui ont été portés à la chambre.

Acte pour incorporer l'église catholique et Romaine de St. Patrick.

Acte pour accorder certain pouvoirs au jury de police de la paroisse de la Nlle. Orléans.

Une résolution relative à un congé accordé à Pierre Labiche et autres, et

Acte pour incorporer la Banque des citoyens de la Louisiane.

M. Verloin Degruys, secrétaire privé du gouverneur a informé le sénat que le gouverneur avait approuvé et signé le bill suivant :

"Acte supplémentaire à l'acte intitulé "Acte pour incorporer la compagnie du Chemin à Coulisse de Clinton et de Port Hudson, et pour d'autres objets."

Message de la chambre par M. Pitot son greffier.

Le sénat a été informé que la chambre avait concouru au bill intitulé " Acte relatif aux loteries et aux amendemens faits par le sénat au bill intitulé "Acte pour incorporer la compagnie de navigation des bayou Bœuf et de la Rivière Rouge; que la chambre avait rejetté la résolution nommant un comité réuni à l'effet de proposer des corrections au bill intitulé " Acte pour accorder certains pouvoirs au bac à vapeur de la Nouvelle-Orléans."

Le concours du sénat a été demandé à une résolution requérant nos représentans au congrès de faire tous leurs efforts pour obtenir la vente de deux îlets dans la ville de la Nouvelle-Orléans."

Le sénat a été informé que la chambre avait concouru aux amendemens faits par le sénat aux amendemens faits par la chambre aux bills suivans :

"Acte pour incorporer la société d'Agriculture de la Louisiane.

"Acte supplémentaire aux divers actes relatifs aux chemins et levées.

Le sénat a été informé que la chambre avait concouru avec des amendemens au bill intitulé :

"Acte pour incorporer la banque du commerce de la Nouvelle-Orléans."

Et que l'Orateur de la chambre avait signé le bill enrôlé suivant :

"Acte pour incorporer la banque des citoyens de la Louisiane."

M. Verloin Degruys, secrétaire privé du gouverneur a remis un message écrit.

Troisième lecture :

Acte pour incorporer la Compagnie de Navigation du Bayou Bœuf et de la Rivière Rouge. Ce bill a été adopté et porté à la Chambre.

Acte pour pourvoir à la nomination d'un notaire public dans la paroisse d'Est-Féliciana et les autres paroisses y mentionnées, et pour exempter la paroisse Assomption de la publication de certaines notices requises par la loi.

Le titre de ce bill ayant été amendé en ajoutant "et pour d'autres objets", il a été adopté renvoyé à la Chambre.

Seconde lecture :

Acte pour amender l'acte intitulé "Acte pour organiser la Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, et pour d'autres objets," approuvé le 19 février 1833.

L'appel nominal a été demandé au sujet du rejet de ce bill et a donné le résultat suivant :

Pour le rejet, MM. Beauvais, Barthe, Moore, Nicholas, Prudhomme, Sloane, Tenney et Thomas—8 voix.

Contre le rejet, M. Lacoste—1 voix. Le bill a été rejeté.

Acte pour créer un conservateur des archives de l'Etat de la Louisiane. Ce bill a été déposé sur le bureau.

Acte pour augmenter le salaire du greffier de la cour criminelle.

L'appel nominal a été demandé au sujet du rejet de ce bill et a donné le résultat suivant :

Pour le rejet, MM. Beauvais, Dupré, Moore, Nicholas, Prudhomme, Sloane, Thomas et Tenney—7. Contre le rejet, MM. Barthe, Lacoste et Nicholas—3 voix. Ce bill a été rejeté.

M. Barthe au nom du comité d'enrôlement a rapporté dûment enrôlé le bill pour incorporer la banque des citoyens de la Louisiane. Le président l'a signé.

Le sénat s'est occupé à huis clos d'affaires exécutives; après l'ouverture des portes, le sénat ajourna à demain à dix heures du matin.

JOURNAL DE LA CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

SAMEDI, 21 mars 1833.

La chambre s'est réunie conformément à l'ajournement.

Sur motion de M. Walker, ordonné qu'un congé, (à compter de mercredi prochain) soit accordé à M. Morgan pour le reste de la session.

M. Morgan a présenté la résolution suivante "attendu que cette chambre a appris avec regret la mort de M. Robert Edwards, Représentant dans la paroisse de Washington, il est résolu qu'à l'effet de payer un tribut de respect à la mémoire du défunt, les membres de cette chambre porteront le signe ordinaire du deuil; pendant le reste de la présente session de la législature.

Sur motion, ordonné que cette résolution soit adoptée.

Sur motion de M. Allard, ordonné que le greffier soit chargé d'informer le sénat de la mort de M. Robert Edwards, représentant de la paroisse de Washington.

Sur motion de M. Barrow, ordonné qu'un congé pour le reste de la session soit accordé à M. Johnson.

M. Garland a présenté la résolution suivante :

"Résolu que pendant le reste de la législature cette chambre se réunira à 9 heures du matin, et ne s'ajournera pas avant trois heures de l'après-midi.

Sur motion, ordonné que cette résolution soit adoptée.

M. Voorhies (des Avoyelles,) rapporteur du comité d'enrôlement a rapporté comme dûment enrolés les bills suivants :

"Acte pour amender l'acte intitulé "Acte pourvoyant à la conservation des travaux établis à l'entrée du bayou Plaquemines, et pour assurer d'une manière plus efficace la libre navigation de ce bayou, et faisant l'appropriation d'une certaine somme pour améliorer la navigation."

"Acte relatif au ferry entre le bayou Lafourche, et les Attakapas."

Et "Acte accordant certains pouvoirs aux juris de police des paroisses de la Pointe-Coupée et de Jefferson."

Sur motion, ordonné que ce rapport soit adopté.

L'Orateur ayant signé les dit bills;

Le greffier a été chargé d'y demander la signature du président du sénat.

Sur motion de M. Voorhies (de Lafayette,) ordonné que la chambre s'ajoune à lundi matin, en raison de la mort de l'honorable Robert Edwards.

LUNDI, 25 mars 1833.

La chambre s'est réunie conformément à l'ajournement.

Sur motion de M. Breau, ordonné qu'un congé pour le reste de la session, soit accordé à M. Voorhies (de Lafayette.)

Sur motion de M. Garland, ordonné qu'un congé à compter de mercredi prochain, soit accordé à M. Patten, pour le reste de la session.

M. Garland, rapporteur du comité sur l'éducation publique, auquel avait été renvoyée la pétition des président et administrateurs du collège de Franklin, dans la paroisse de St. Landry, a présenté un bill intitulé "acte relatif au collège de Franklin, dans la paroisse de St. Landry" lequel a subi sa première lecture et a été renvoyé à demain pour être lu une seconde fois.

ORDRE DU JOUR.

Le bill intitulé "acte pour venir au secours de P. Devine, associé survivant de J. & P. Devine" a subi sa seconde lecture et a été renvoyé à demain pour être lu une troisième fois.

Un message du gouverneur par M. Verloin Degruys, son secrétaire privé, informant la chambre que le gouverneur a, ce jour, approuvé et signé les bills intitulés "acte pour étendre l'acte pour incorporer la compagnie du chemin à coulisses de Ouest Féliciana."

Et, "Acte pour incorporer l'église presbytérienne, établie à Baltheri plains, dans la paroisse d'Est Bâton-Rouge."

Un message du sénat par M. Davis, son secrétaire, informant le cloesure de la chambre au bill intitulé "acte relatif aux loteries."

Par le même message la chambre a été informée que le sénat a donné son concours au bill intitulé "acte pour amender l'acte intitulé "acte pour abolir la place de greffier dans les paroisses St. Bernard et de Plaquemine et pour d'autres objets," approuvé le 1er. mars 1833.

Par le même message la chambre a été [illegible] sénat a donné son concours avec des amendemens aux bills intitulés :

"Acte supplémentaire aux divers actes relatifs aux chemins et levées."

La chambre a été de plus informée que la [illegible] a donné son concours à l'amendement de la chambre au bill intitulé : "acte supplémentaire à l'acte intitulé "acte pour nommer des passeurs de coton et de foin dans et près la ville et paroisse de la Nlle.-Orléans" approuvé le 24 mars 1827. Le concours de la chambre est demandé aux dits amendemens.

La chambre s'est occupée des amendemens du sénat au bill intitulé "acte supplémentaire aux divers actes relatifs aux chemins et levées."

Les dits amendemens ayant été amendés.

Sur motion, ordonné qu'ils soient adoptés tels qu'ils ont été amendés.

Le greffier a été chargé d'en informer le sénat et de demander son concours aux amendemens de la chambre.

M. Vpochies [des Avoyelles], rapporteur du comité d'enrôlement a rapporté comme dûment enrôlés, les bills intitulés "acte pour incorporer la banque des ouvriers et des trafiquans de la Nouvelle-Orléans."

Et "Acte pour amender l'acte pour autoriser la construction d'un pénitentiaire et pour d'autres objets" approuvé le 16 mars 1832."

Sur motion, ordonné que ce rapport soit adopté.

L'Orateur a signé les dits bills et le greffier a été chargé d'y demander la signature du président du sénat.

Un message du sénat, par M. Davis son secrétaire, informant la chambre que le sénat a donné son concours aux amendements de la chambre au bill intitulé "acte pour accorder certains pouvoirs au jury de police de la paroisse d'Orléans."

Par le même message la chambre a été informée que le sénat a donné son concours avec des amendements aux amendements de la chambre au bill intitulé "acte pour incorporer la société d'agriculture de la Louisiane.

Le concours de la chambre est demandé aux dits amendements.

La chambre s'est occupée des dits amendements.

Sur motion, ordonné qu'ils soient adoptés.

Le greffier a été chargé d'en informer le sénat.

Par un autre message du sénat, le concours de la chambre est demandé à la résolution suivante :

Résolu par le sénat et la chambre des représentans, que le bill intitulé "acte pour accorder certains privilèges à la compagnie du bac à vapeur de la Nouvelle-Orléans" soit renvoyé à un comité réuni de deux membres du sénat et de membres de la chambre à l'effet de proposer la correction de quelques erreurs qui se sont glissées dans le tarif du péage adopté pour cette compagnie.

La chambre s'est occupée du bill venu du sénat et intitulé "acte pour incorporer la banque du Commerce de la Nouvelle-Orléans" lequel était sous considération quand la chambre s'est ajournée vendredi passé.

Divers amendements ayant été présentés à la 37ème. section de ce bill.

M. Watkins a demandé la question préalable, sur l'adoption de cette question.

"La question préalable sera-t-elle maintenant posée."

Mr. Garland a demadé l'appel nominal, et il a paru que MM. Allard, Bouligny, Breau, Bullard, J. F. Canonge, B. Z. Canonge, Charpentier, Ducros, Foise, Guillet, Hos, Lecassanier, Roussel, Sibley, Voe hies (des Avoyelles) et Watkins avaient voté dans l'affirmative—16 oui.

Et que MM. Brown, Chiln, Dauney, Debuillon, Dupré, Garland, Jones, Lagarde, Legendre, Maddox, McRae, Morgan, Mulhollan, Nicholls, Ory et Thibodeaux, avaient voté dans la négative—17 non.

En conséquence cette motion a été rejetée.

M. Garland a présenté le substitut suivan à la 37ème. section :

"Et il est de plus décrété, qu'après huit années révolues, à compter du jour où le gouverneur aura sanctionné le présent acte, le capital de cette banque sera sujette à une taxe annuelle de quatre mille cinq cents piastres, laquelle taxe devra être payée par trimestre et versée dans le trésor public et cette somme tiendra lieu d'aucune taxe imposée par l'état ou par aucune paroisse ou corps politique agissant sous l'autorité de l'état."

Sur l'adoption du dit substitut, l'appel nominal a été demandé par M. Garland, et il a paru que MM. Breau, Barrow, Chinn, Debuillon, Garland, Legendre, Lénnard, Maddox, Morgan, Mulhollan et Ory avaient voté dans l'affirmative—11 oui.

Et que MM. Allard, Bouligny, Bullard, J. F. Canonge, B. Z. Canonge, Charpentier, Ducros, Dupré, Dyer, Foise, Forstall Guillet, Hos, Jones, Lagarde, Lecassaier, Nicholls, Roussell, Thibodeaux, Voorhies, (des Avoyelles) et Watkins avaient voté dans la négative—21 non.

En conséquence ce substitut a été rejeté.

Sur l'adoption de la 37ème section, laquelle est conçue comme suit :

Et il est de plus décrété, Que le capital de la dite banque du Commerce, sera exempt du paiement de toute taxe, imposée par l'état, ou par aucune paroisse ou corps politique, sous l'autorité de l'état, pendant la durée de la charte de la dite compagnie, est en considération des avantages, que retirera le public de la mise à exécution du projet qui a donné lieu à l'incorporation de la dite compagnie."

L'appel nominal a été demandé par M. Garland, et il a paru que MM. Allard, Bouligny, Bullard, J. F. Canonge, B. Z. Canonge, Charpentier, Ducros, Dupré, Dyer, Foise, Forstall, Guillet, Hos, Jones, Legendre, Lecassier, Nicholls, Roussel, Thibodeaux, Voorhies, (des Avoyelles) et Watkins avaient voté dans l'affirmative— 1 oui.

Et que MM. Breau, Brown, Chinn, Debuillon, Garland Legendre, Lennard, Maddox, Morgan, Mulhollan et Ory avaient voté dans la négative—17 non.

En conséquence cette section a été adoptée.

Les diverses sections de ce bill ayant été adoptées avec quelques amendemens.

Sur motion, ordonné que ce bill passe et conserve son titre primitif.

Le greffier a été chargé d'en informer le sénat, et de demander le concours aux amendements de la chambre.

Sur motion de M. Garland, ordonné que la discussion des diverses résolutions imposant de certains devoirs à l'ingénieur civil soit fixée à l'ordre spécial du jour de demain.

Sur motion, ordonné que la chambre s'ajourne à demain.

DECEDE hier, 28 mars, M. MARTIN FERRERAS, à l'âge d'environ 62 ans. Ses amis et connaissances sont invités à son enterrement, qui aura lieu ce matin, à 10 heures. Son corps chez lui; rue de la Levée, entre les rues St. Louis et Conti, No. 58.

☞ Les passagers du navire **BOLIVAR**, allant au Hâvre, sont priés d'aller prendre leurs passeports chez le consul français, et de faire transporter leurs effets à bord, attendu que le navire sera remorqué dimanche, 31 mars.

QUARTIER-GENERAL,
Nouvelle-Orléans, le 25 mars 1833.

ORDRE.—Le général J. B. Plauché ayant été élu brigadier-général et P. F. Smith colonel de la Légion, et ayant accepté leurs commissions, ils prendront leurs commandemens respectifs, et seront obéis et respectés en conséquence.

Par ordre du commandant en chef,
FR. GAIENNIE', adj. et inspecteur-général.

A VENDRE.—Un chalan en bois de cypre, dont la membrure est en mûrier; il a 40 pieds de longueur, (plus ou moins) sur 8 pieds (plus ou moins) de large; et navigant très-bien. Ceux qui désireraient en faire l'acquisition sont priés de s'adresser à M. John, cabaretier, en face de la halle aux boucheries. 29 mars—1

A été perdu hier matin sur la Levée, depuis la rue St. Pierre jusqu'au marché, un **PORTEFEUILLE**, de maroquin vert contenant trois certificats. Un, daté de Perpignan, (en France,) les deux autres de Mexico, et plusieurs lettres qui ne sont utiles qu'au propriétaire du portefeuille. On donnera une récompense honnête à celui qui le rapportera chez M. Guillaume, restaurateur, rue de Chartres, No. 119. 29 mars—3.

ETAT DE LA LOUISIANE.—Cour de Paroisse pour la ville et paroisse de la Nouvelle-Orléans.—Présent l'hon. Charles Maurian, juge, 27 mars 1833—No. 6307—*James A. Lee* contre *ses créanciers*, pour attermoiement.—Sur lecture et enrégistrement de la pétition et du bilan, dans cette affaire, il est ordonné par la cour, qu'une assemblée des créanciers du demandeur ait lieu en l'étude de Wm. Christy, notaire public, le lundi, 29 avril prochain, pour délibérer sur les affaires du débiteur, et qu'en attendant toutes poursuites soient suspendues contre sa personne et ses biens; et aussi, H. B. Cénas, avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absens.

Par ordre de la Cour,
Bureau du Greffier, 27 mars 1833.
29 mars—10 3ps F. BUISSON, dép. greffier

ETAT DE LA LOUISIANE.—Cour du premier district judiciaire.—*William B. Aldridge* contre *ses créanciers*.—Attendu que William B. Aldridge, débiteur insolvable, actuellement détenu, conformement à l'acte "pour venir au secours des débiteurs insolvables, actuellement détenus, et pour établir les limites de la prison publique, et pour d'autres objets" et pour jouir du bénéfice dudit acte, a ce jour présenté sa pétition à la cour de district de l'Etat de la Louisiane, du premier district judiciaire, avis est donné par le présent, aux créanciers du pétitionnaire, et ils sont cités d'avoir à comparaître devant ladite cour, le 20 d'Avril prochain, pour déduire les raisons, si aucunes ils ont, pour lesquelles la demande du pétitionnaire ne serait pas octroyée et lui libéré.—Par ordre de la cour, ce 27 Mars 1833.
29 mars—7,2ps J. L. LEWIS, greffier.

AVIS.—Le soussigné a l'honneur de prévenir le public qu'il a pris son fils FELIX LABATUT, en société, et qu'à dater du 1er. d'Avril prochain les affaires de commerce de cette maison seront conduites sous la raison de J. B. & F. LABATUT. Les affaires antérieures à la formation de la société seront conduites, jusqu'à conclusion, par le soussigné seul, et n'auront rien de commun avec celles de la société. [29 mars] J. B. LABATUT.

MAISON A LOUER.

A LOUER pour le 1er. du mois prochain, une maison située à l'encoignure de rues Bourbon et Bienville. Cette maison est en briques, très vaste, elle se compose de deux magasins au rez-de-chaussée, avec local de même dimension à l'entre-sol. Au premier il y a six grands appartemens et deux cabinets. Au second, deux chambres de domestique, deux cuisines, deux greniers, dont une fort vaste; deux puits &c.

On offre aussi de vendre le cabaret qui est à l'encoignure de la dite maison. Pour plus de renseignemens s'adresser à Messrs. Cuschs & Co., rue St. Pierre No. 5.
25 mars—6

VENTE PUBLIQUE DE BELLES PROPRIETES.

CONFORMEMENT à un décret de la cour du 2nd district pour la paroisse Ascension, Etat de la Louisiane, rendu le 17 juillet 1832, à l'effet d'effectuer une partage entre Antoine Peytavin et les héritiers de feu Jean Reymond et de dame Marie Eléonore Songy, son épouse décédée, il sera offert en vente publique, par le juge soussigné, Lundi le 22 Avril prochain, tous les biens (meubles et immeubles) appartenant à l'association qui existait entre eux; savoir:

1°. **UNE HABITATION SUCRERIE**, située en la paroisse Ascension, sur la rive droite du fleuve, près de Donaldsonville, composée de six arpents, plus ou moins, de face, sur 40 arpents de profondeur, les lignes ouvertes d'environ 9 degrés, avec une double concession, contenant 180 arpents de superficie, selon le plat et titres—(ensemble les bâtisses et dépendances) bornée en haut par la terre de l'église, et en bas par celle de Privat Leblanc. Il y environ 300 arpents de terre plantés en cannes à sucre, et 80 arpens plantés en maïs—à cette habitation est attaché le bail de la terre de l'église jusqu'en Mars 1841; sur cette terre il y a environ 160 arpents de cannes à sucre de plantés. Les améliorations de l'habitation propre consistent en une grande maison en bois, cuisine, magasin, cabins à nègres, etc. une sucrerie en briques dont le toit est en terrasse, moulin horizontal et une machine à vapeur, avec double équipage bien monté.

2°. **UNE HABITATION SUCRERIE**, située sur la rive gauche du bayou Lafourche, à environ 2 milles de Donaldsonville, bornée en haut par la terre de John Boquet, et en bas par celle de Francisco Mouton, composé de 13 arpens de face, plus ou moins, sur environ 25 arpens de profondeur, les lignes parallèles; ensemble les bâtisses et autres améliorations, consistent en une maison, cuisine, cabannes à nègres et magasins, une sucrerie en bois, avec moulin horizontal en fer et deux équipages bien montés.—Il y a environ 25 arpens plantés en cannes à sucre et de 3 à 300 arpens plantés en maïs.

3°. **UNE HABITATION**, avec ses bâtisses et autres dépendances, située sur la rive gauche du bayou de Lafourche, à environ 15 milles de Donaldsonville, où reside maintenant Mde. veuve Firmin Songy; ladite terre composée de 5 arpens environ de face sur la profondeur de 40 arpens.

4°. **SOIXANTE-DEUX ESCLAVES** des deux sèxes et de divers âges, et actuellement employés sur les habitations sucreries.

5°. **UN TERRAIN** situé en la ville de Donaldsonville, et désigné sur le plan de ladite ville sous le numéro 18—avec ses bâtisses et dépendances, qui consistent en une belle maison en briques à deux étages (le rez de ladite maison est divisée en magasins) et cuisine aussi en briques. Aussi, le fond du magasin, composé de marchandises sèches, clincaillerie, fayence, etc.

6°. **UN LOT DE TERRE** situé au faubourg Leonard, près de Donaldsonville, avec ses bâtisses et dépendances; ledit terrain designé sur le plan du faubourg sous le numéro —

7°. Une quantité de maïs, fourage, bêtes à cornes, outils aratoires, meubles, meublans, argenterie, linge de table, bois de lits, lits, batterie de cuisine, etc.

Termes et conditions de la vente, qui aura lieu sur l'habitation principale, à dix heures du matin, et sera continuée, de jour en jour, jusqu'à ce que le tout sera vendu:—un credit sera donné d'un, deux et trois ans; les acquéreurs fourniront leurs bill tz avec bons endosseurs, negotiables et payables à l'une des banques établies à Donaldsonville ou à la Nlle-Orléans, portant intérêt à raison de dix pour cent l'an, après les échéances respectives, en cas de retard de paiement, et hypothèque spéciale reservée sur les propriétés vendues jusqu'à final paiement. L'habitation sucrerie près de Donaldsonville sera d'abord offerte en vente (inclus une quantité du bois de corde près de la sucrerie et pour son usage.) Si ladite habitation est vendue, alors on procèdera à vendre les esclaves, soit séparement ou par familles; ensuite les chevaux, bêtes à cornes, outils aratoires, etc. Si l'habitation n'est pas vendue comme il est dit, alors et dans ce cas seulement, elle sera vendue avec les esclaves, animaux, outils, etc. etc. y attachés. Les termes de crédit pour les objets mobiliers seront annoncés à la vente. [29 mars—4] E. DUFFEL, juge de paroisse.

John Green contre J. Prendegast.

EN vertu d'un ordre de saisie à moi adressé par l'hon. Cour du 1er. district judiciaire, il sera vendu au comptant, à la Cour de Paroisse pour la paroisse de Jefferson, le 22 avril prochain, à une heure de l'après-midi, le Terrain désigné comme suit, sur un plan fait par Joseph Pilie, voyer de la ville, daté du 25 mars 1829, annexé à un acte de vente passé en l'étude de H. K. Gordon, notaire public, par Le Pitener et W. A. Sheldon, à Joseph Goldsmith, savoir: No. 17, formant l'encoignure des rues Café et Jackson, mesurant 58 pieds de face sur la rue Jackson, et 120 de profondeur, faisant face à la rue Café, No. 18, mesurant 58 pieds de face sur la rue de Jackson et 120 de profondeur; No. 20 formant l'encoignure des rues Jackson et Caroll, mesurant 58 pieds de face sur la rue Jackson et 120 de profondeur, faisant face à la rue Caroll, No. 21 mesurant 58 pieds 2 pouces de face sur la rue Caroll et 116 de profondeur, borne par derrière par le lot No. 32, et ce lot mesurant 58 pieds 2 pouces de face sur la rue Caroll et 116 de profondeur, pour y être et satisfaire la demande du plaintiff, intérêts et frais.

Paroisse de Jefferson, 27 mars 1833.
29 mars J. CHARBONNET, shérif.

ATTENDU que Louis Bruguière, Shérif de la paroisse St. Bernard, m'est adressé un mot, pour voir annuller un cautionnement, de huit mille deux cent quatre piastres et quatre-vingt-dix cents, fait en faveur le 13 de Février 1832, en sa qualité de shérif, et comme collecteur des taxes pour l'année 1832, conjointement avec Antoine Bienvenu et Pierre Lavergne, ses cautions; et aussi pour voir annuller et radier les quatre hypothèques suivantes, savoir: La première pour la somme de six mille quatre cent seize piastres, trente-trois cents, par lui consentie, comme shérif et collecteur des taxes pour l'année mil huit cent vingt neuf, le 5 du Mai 1830, par devant Louis T. Caire, notaire public, sur un lot de terre situé à quatre mille plus bas que la Nouvelle-Orléans, dans la paroisse de St. Bernard, borné à la ligne inférieure, et à la profondeur, par l'habitation de Messrs. Lanzuille frères, et à la ligne supérieure, par la propriété de A. L. Bonnare, de la contenance de deux cent pieds face au fleuve, sur mille de profondeur; et sur les quatre esclaves suivans, nommés Melly, Andrews, Lucrèce et Jery.

La seconde pour la somme de six mille cent soixante deux piastres quarante et un cent, par lui consentie le 12 de Janvier 1831, comme shérif et collecteur des taxes de 1830, sur le terrain et les esclaves précités; la troisième pour la somme de cinq mille quatre cent dix piastres et quatre vingt seize cents, par lui consentie, le 5 de Janvier 1832, comme shérif et collecteur des taxes de 1831, sur le terrain et les esclaves précités; et la quatrième pour la somme de cinq mille quatre vingt dix-sept piastres et quatre vingt dix cents par lui consentie, le 10 de Janvier 1833, comme shérif et collecteur des taxes de 1832, sur le terrain et les esclaves précités.

Les présentes ont pour but de prévenir toutes personnes intéressées de déduire par écrit; au bureau du Secrétaire d'Etat, dans les 90 jours après la dernière publication des présentes, leurs motifs d'opposition, s'ils en ont, à ce que ledit cautionnement et lesdites hypothèques ne soient radiés et annulés.

Donné sous ma signature et le sceau de l'Etat, dans la ville de la Nouvelle-Orléans, le 26 Mars 1833.
[L. s.] A. B. ROMAN,
(Signé) Par le Gouverneur,
G. EUSTIS,
28 mars—30 Secrétaire d'Etat.

IL a été volé chez le soussigné, le 19 ou le 20 de ce mois, un **PORTEFEUILLE** contenant entr'autres une reconnaissance de dette, de la somme de $ 96 50 cts., faite par B. Bellouard, à six mois de date, laquelle est échue depuis le 26 du courant. Le soussigné déclare par le présent que ladite obligation est de nulle valeur, attendu que le tireur ne paiera le montant qu'au soussigné.
28 mars—3 B. J. MOIZE.

A LOUER.—La belle et agréable maison située rue Bienville No. 9, entre les rues Chartres et Levée.—S'adresser pour les conditions au bureau du soussigné.
23 mars EVERITT, rue St. Louis, No. 10.

VIN DE MARSEILLE.—1000 barriques, avec drawback, à vendre par
28 mars J. MAGER.

17 **BOUCAUTS** sucre, et 52 barils de mélasse, en débarquement ce matin, et à vendre par
28 mars FOSTER & HUTTON.

Sécurité contre les voleurs.

LES soussignés ont reçu des **ALARUMS** anglais. Cet article de sécurité contre les voleurs se fixe sur une porte ou une fenêtre, au moyen duquel personne ne peut entrer sans alarmer toute la maison. Ils sont d'un usage général en Angleterre, et sont considérés comme la meilleure garde contre les voleurs, dans la nuit.

Prix—3 escalins ou $1 50 le paquet de